

La défaite de 1940 : la faute aux élites ?

Plutôt que de reconnaître la défaillance de l'état-major, le gouvernement de Vichy fait porter le poids de la défaite sur les élites, reportant toute la faute sur la IIIe République. Retour sur des années 1930 pas si décadentes.

Par Dominique Kalifa

Publié le 07/01/2021 à 14h51, mis à jour le 07/01/2021 à 15h34 • 🕒 Lecture 9 min.

Article réservé aux abonnés



Philippe Pétain, alors vice-président du Conseil, dans son bureau en mai 1940 • WIKIMEDIA COMMONS

Si l'on attribue les victoires aux généraux, ce sont presque toujours les gouvernements que l'on tient responsables des défaites. L'effondrement de la France en mai-juin 1940 ne déroge pas à cette règle. En dépit des erreurs et des responsabilités de l'état-major, pointées presque d'emblée par le général de Gaulle ou par l'historien Marc Bloch, ce sont les hommes politiques, et plus encore le régime de la IIIe République, que le pouvoir né de la défaite mit sur la sellette.

Au vrai, cette traque rétrospective des erreurs ou des manquements avait débuté avant même la débâcle. Jean-Paul Sartre, dans l'un des carnets tenu à Morsbronn, en Alsace, en février 1940, écrivait déjà : « Il va être de mode de chercher, à la lumière des événements actuels, tous les signes de décomposition dans la France de 1920 à 1935. On va y voir une période sinistre d'épuisement, de déracinement, une époque de démoralisation et de destruction. »

Mais le nouveau régime qui s'installa à Vichy au lendemain de la défaite décida d'aller beaucoup plus loin, notamment en traduisant en justice les anciens ministres « accusés d'avoir trahi les devoirs de leur charge » (ce sera l'objet du procès de Riom de février à avril 1942). Pourtant, si elle servit surtout d'argument pour justifier la mise à mort de la république, l'idée d'une décadence irrésistible de la nation française avait nourri le débat tout au long des années 1930. Ce sentiment de déclin, de crise diffuse, s'alimentait à des sources diverses mais dont l'effet était cumulatif.

Crise économique et politique

Le vieillissement du pays, sa natalité en berne et sa démographie stagnante constituaient déjà un cadre inquiétant. Que ce manque de vitalité soit compensé par une forte immigration donnait à une opinion volontiers xénophobe des raisons supplémentaires de s'alarmer. Le malthusianisme était aussi social. Le recensement de 1931, qui annonçait avec fierté 50 % d'urbains, n'affichait que des résultats en trompe-l'œil (on considérait comme « urbain » les habitants des agglomérations de plus de 2 000 habitants !). La France restait un pays de petits exploitants, d'artisans et de boutiquiers, dont le renouvellement social était faible.

La grande crise économique contribua à accentuer encore ce décrochage. On crut longtemps à l'idée d'une crise plus tardive et moins brutale qu'ailleurs. Mais les historiens de l'économie ont singulièrement révisé ce jugement et mis en lumière le marasme des

affaires, la succession des faillites bancaires, l'importance du chômage. Le choix de répondre par la rigueur budgétaire, la déflation et la défense du franc ne favorisa guère la reprise. Salariés et commerçants, dont les revenus s'affaiblirent, tonnèrent contre les « décrets de la misère », tandis que nombre d'économistes critiquaient l'inefficacité d'une « ligne Maginot monétaire et douanière ».

Mais c'est surtout sur le plan politique et moral que le désarroi et le sentiment de déclin étaient vifs. La crise politique était la plus visible. Les scandales politico-financiers qui s'étaient multipliés depuis la fin des années 1920 (l'affaire de *La Gazette du franc* de la banquière Marthe Hanau, suivie de l'affaire Oustric et surtout de la retentissante affaire Stavisky en 1933) n'étaient évidemment pas des nouveautés, mais ils donnèrent le sentiment d'une collusion accrue entre les milieux financiers et la classe politique.

“

L'instabilité gouvernementale fait naître un vif antiparlementarisme qui, conjugué aux scandales à répétition et à la montée des extrêmes, constitue un dangereux cocktail social.

Beaucoup se rassurèrent en affirmant que la République était fermement enracinée. Mais à y regarder de plus près, les choses étaient plus incertaines. L'instabilité gouvernementale – 29 ministères se succèdent de juillet 1929 à juin 1940 – et la valse des portefeuilles suscitèrent une flambée inédite d'antiparlementarisme. Dans les journaux comme à la Chambre, la violence des débats, des invectives et des attaques personnelles dégradèrent fortement le climat politique.

L'essor des extrêmes, Parti communiste d'un côté, ligues nationalistes et fascisantes de l'autre, concourrait à un même rejet,

dont le 6 février 1934 fut l'expression la plus brutale. À gauche comme à droite, les partis traditionnels semblaient dans l'incapacité de riposter : les socialistes de la SFIO peinaient à surmonter leurs contradictions entre volonté de réforme et tradition révolutionnaire, tandis que la droite républicaine, menée par André Tardieu, s'interrogeait sur le bien-fondé de sa doctrine libérale et parlementaire. Quant au Parti radical, principale force politique du pays, il semblait avoir perdu toute capacité d'initiative. Il apparaissait comme une formation passéiste (son programme était en large partie réalisé), dont l'immobilisme et le blocage ajoutaient à la paralysie et au discrédit du régime.

Le consensus pacifiste

À ces difficultés intérieures s'ajoutait le déclin de la position internationale. En dépit du primat toujours donné aux affaires étrangères, le pays semblait avoir perdu la force de proposition qui était la sienne jusqu'à la fin des années 1920. Face aux menées de l'Italie fasciste et de l'Allemagne hitlérienne, on en restait à des positions défensives, *containment* (« endiguement ») ou apaisement, qui se révélèrent l'une comme l'autre désastreuses.

“

Anciens combattants, intellectuels, hommes et femmes d'Église, francs-maçons, féministes, tous communiaient dans le rejet viscéral de la guerre, que la saignée de 14-18 avait rendu intolérable.

Ce n'est vraiment qu'à compter de janvier 1939, sous l'influence d'Alexis Leger, que l'on fit retour à une politique de fermeté. Mais celle-ci peina à entamer le consensus pacifiste qui marquait le pays depuis la fin de la Grande Guerre. Anciens combattants, intellectuels, hommes et femmes d'Église, francs-maçons, féministes, tous communiaient dans le rejet viscéral de la guerre, que la saignée de 14-18 avait rendu intolérable. « Plutôt la servitude

que la guerre », disait-on dans les rangs de la gauche pacifiste, tandis que la droite sous-estimait largement le danger hitlérien. Et les horreurs de la guerre d'Espagne n'étaient pas faites pour encourager le bellicisme.

À l'exception de quelques rares figures comme Paul Reynaud, Louis Marin ou Henri de Kérillis, l'opinion demeurait pacifiste, munichoise à l'époque de Munich, et ne se résigna que tardivement, et presque à reculons, à entrer dans le conflit. Ils étaient encore nombreux, en septembre 1939, à adhérer au tract « Paix immédiate » que l'anarchiste Louis Lecoin, encouragé par des intellectuels comme Alain, Jean Giono ou Victor Margueritte, diffusait largement.

Un monde à bout de souffle

Mais c'est sur un dernier plan, intellectuel et moral, que la crise était la plus prégnante. L'idée cheminait, depuis la fin des années 1920, d'une profonde crise « de civilisation ». Dans le sillage des enseignements de Bergson ou de l'analyse de Paul Valéry (*Regards sur le monde actuel* paraît en 1931), de nombreux auteurs pointaient l'échec d'une société déshumanisée, sans énergie ni force d'âme, réduite à la recherche effrénée du progrès matériel. « Décadence de la nation française », diagnostiquaient Robert Aron et Arnaud Dandieu dès 1931, « fin de l'après-guerre » notait Brasillach au même moment, « années tournantes » renchérit Daniel-Rops en 1932.

De droite initialement, mais bientôt de tout le spectre politique émanait le sentiment d'une époque terne, maussade, déprimée, d'un monde vieilli, médiocre et à bout de souffle. Alors que la crise économique détachait du régime les ruraux et les classes moyennes, d'aucuns lorgnaient vers les expériences autoritaires qui se multipliaient en Europe et dont les promoteurs vantaient les vertus « régénératrices ».

Ce constat, et la crise de confiance qu'il révélait, ne laissait pas indifférent. Beaucoup, à droite comme à gauche, s'efforçaient d'y répondre. Ce que l'on dénomma plus tard « l'esprit des années 1930 » relevait précisément du désir d'un nouveau départ. Intellectuels catholiques, socialistes ou radicaux dissidents, maurrassiens en rupture d'Action française – à l'instar de Bernanos – et autres « non-conformistes » multiplièrent en effet les propositions pour sortir du malaise.

“

La revue “Esprit” prônait un nouvel humanisme, ni libéral ni autoritaire, pour redonner toute sa place à l'individu, à la personne humaine.

L'idée progressa d'une « troisième force » (l'expression émerge alors pour la première fois) capable de sortir des clivages traditionnels pour ressourcer un pays fatigué. Fondée par le philosophe catholique Emmanuel Mounier en octobre 1932, la revue *Esprit* s'efforçait ainsi de faire face à la « crise de l'homme au XXe siècle ». Elle prônait un nouvel humanisme, ni libéral ni autoritaire, pour redonner toute sa place à l'individu, à la personne humaine. La revue *L'Ordre nouveau*, créée par Robert Aron et Arnaud Dandieu en mai 1933, entendait elle aussi mener une révolution spirituelle, hostile au collectivisme comme au désordre capitaliste, au nationalisme comme à l'internationalisme.

De tels désirs de renouveau inspiraient également les jeunes polytechniciens qui fondèrent en 1933 X-Crise (officiellement Centre polytechnique d'études économiques), un groupe de réflexion indépendant soucieux de remédier aux problèmes nés de la crise. Cette aspiration au renouveau traversait également les partis traditionnels, chez les « jeunes-turcs » du Parti radical (Pierre Cot, Jean Zay, Pierre Mendès France) ou les « néos » de la SFIO (Marcel Déat, Adrien Marquet).

Récusant le parlementarisme traditionnel et l'orthodoxie libérale, le communisme comme les dérives autoritaires, cette nouvelle nébuleuse réformatrice partageait quelques idées communes : le planisme que le socialiste belge Henri de Man préconisait depuis 1927 et qui invitait les États à prendre en charge de nouvelles missions économiques et sociales, l'appel aux compétences concrètes, celles des experts, des ingénieurs et des technocrates, présentées comme une alternative au parlementarisme.

Une telle effervescence doctrinale, limitée à quelques cercles intellectuels, peinait évidemment à convaincre les opinions publiques ou à influencer les appareils. Elle témoigne néanmoins d'une indéniable vitalité et d'une réelle volonté de sortir du malaise.

Quelle décadence ?

Différente dans ses orientations, la brève expérience du Front populaire, de mai 1936 à juin 1937, fut elle aussi un moment d'énergie et de transformation créatrice. Conjuguant l'ancien et le nouveau, le gouvernement Blum s'attacha à la réforme de l'État, à l'affirmation de son rôle économique et social, à la relance industrielle et au sursaut culturel. L'expérience fut contestée, mais aspirait elle aussi à revitaliser le pays. À l'instar du bouillonnement des non-conformistes, elle vient nuancer l'idée d'une trahison des élites ou d'une décomposition organique du pays. Une relève intellectuelle, technique et politique existait, dont bénéficièrent les régimes suivant, à commencer par Vichy.

“

Le gouvernement Blum s'attacha à la réforme de l'État, à l'affirmation de son rôle économique et social, à la relance industrielle et au sursaut culturel.

Au reste, la fin des années 1930 ne fut pas ce chant du cygne que l'on se plut à stigmatiser. Des innovations industrielles étaient sensibles en matière d'automobile ou d'aéronautique, les avancées scientifiques étaient notables (physique, historiographie) et le rayonnement artistique continu, comme en témoigne le rôle d'un Paris qui n'a jamais accueilli tant de talents. L'ultime gouvernement du temps de paix, celui de « défense nationale » conduit par Daladier après 1938 (qui fut le plus long depuis 1875) prit 182 décrets (réarmement massif, mise en œuvre de grands travaux, allocations familiales) qui contribuèrent à renforcer le pays.

C'est donc avec la plus extrême prudence qu'il faut prendre cette « crise » des élites et des idéologies qui aurait été responsable de la défaite. Elle procède pour partie de ces lectures téléologiques et rétrospectives qui, tout à la recherche des « causes », contribuent à masquer les appréciations effectives du temps historique. Mais elle naît surtout des intentions du gouvernement de Vichy, qui, soucieux de liquider les institutions républicaines, entendait faire porter les responsabilités sur ses devanciers, et principalement sur le Front populaire.

« Pour présenter l'entre-deux-guerres comme un temps de jouissance facile, alors que ce fut le plus souvent, et pour la plupart des Français, un temps d'épreuve laborieuse, il faut vraiment travestir l'histoire jusqu'à la dérision », écrivit Léon Blum durant sa captivité (*À l'échelle humaine*). Le général de Gaulle fut plus direct encore, qui déclara à la radio de Londres le 18 septembre 1941 : « La décadence française n'est qu'un ignoble argument des oppresseurs. Voilà pour le présent dans cette guerre de trente ans. Quant à l'avenir, nous en répondons ! »

Pour en savoir plus

L'Étrange Défaite, de Marc Bloch, Gallimard (Folio), 1990.

Les Non-Conformistes des années 30, de Jean-Louis Loubet del Bayle, Seuil (Points), 2001.

Marc Bloch et *L'Étrange Défaite*

Grande figure de l'historiographie française et cofondateur des *Annales*, le médiéviste Marc Bloch fut aussi l'inventeur de « l'histoire immédiate », qu'il inaugura avec *L'Étrange Défaite*. Écrit de juillet à septembre 1940 dans le village de la Creuse où il s'était replié après la démobilisation, ce témoignage analyse les raisons de la défaite de mai-juin, qu'il impute principalement aux manquements du haut commandement. Il y dénonce un état-major sclérosé, rivé à des conceptions rigides et passéistes, incapable de s'adapter aux nouvelles réalités de la guerre. Figée dans une organisation bureaucratique qui préservait l'impunité des chefs, cette armée vieillie brilla par son incompetence, qu'accentuaient le culte du secret et la crainte de l'innovation. L'impréparation, la faiblesse des services de renseignements et les erreurs de communication firent le reste. Mais « l'examen de conscience » auquel se livre Marc Bloch souligne aussi les responsabilités plus diffuses du pays : la myopie des pacifistes, l'incurie des partis politiques, l'égoïsme de syndicats obsédés par l'intérêt immédiat, l'attitude enfin d'une partie de la bourgeoisie prête, par anticommunisme, à collaborer avec les Allemands. Le livre fut publié en 1946, deux ans après l'assassinat par la Gestapo du résistant Marc Bloch.

De Gaulle, stratège visionnaire

Au sortir de la Grande Guerre et du conflit russo-polonais auquel il avait également pris part, le capitaine de Gaulle entama une carrière d'officier d'état-major. À l'École de guerre, puis au secrétariat de la Défense nationale auquel il accède grâce au maréchal Pétain, il développa ses conceptions et publia ses

principaux essais : *Le Fil de l'épée* en 1932, *Vers l'armée de métier* en 1934, *La France et son armée* en 1938. Il y défendait trois idées principales. L'unité du commandement était un préalable, qui supposait une meilleure formation des officiers et des « chefs ». Sans récuser la conscription, il recommandait l'abandon progressif du service universel au profit d'une armée désormais professionnalisée. Mais sa principale contribution concernait l'usage des blindés. Contre la doctrine officielle, il conseillait la création d'unités autonomes, capables d'opérer des « percées motorisées ». Affecté en 1937 au 507^e régiment de chars de combat, il échoua à imposer cette idée. Mais *L'Avènement de la force mécanique*, qu'il rédige en janvier 1940, décide le commandement à lui confier une unité de 364 blindés, avec laquelle il mène plusieurs contre-attaques durant la bataille de France. Promu général de brigade le 25 mai, il ne parvient cependant pas à faire valoir ses vues. C'est donc de Londres, et dans l'insoumission, qu'il reprendra l'initiative.

Par Dominique Kalifa

bataille de France

Charles de Gaulle

Marc Bloch

régime de Vichy

Seconde Guerre mondiale

pacifisme

III^e République

années 1930

année 1940